

Les tarifs douaniers, une pilule toujours difficile à avaler

COMMERCE Alors que le Conseil fédéral pourrait présenter demain le mandat de négociation avec les Etats-Unis concernant les droits de douane, les élus n'ont toujours pas digéré la signature de la déclaration d'intention. Les parlementaires sont dans l'attente de connaître le contenu du futur accord

ROMAINE MORARD, BERNE

S'ils devaient voter aujourd'hui, les Suisses seraient opposés à 69% à un éventuel accord avec les Etats-Unis sur les droits de douane. Le sondage a été publié par *Blick* hier. Principale raison de ce non, selon l'institut Sotomo qui a réalisé l'étude: les Suisses ne supporteraient pas la loi du plus fort.

Un sentiment largement partagé par leurs élus fédéraux. «Quand tu es le petit dans la cour de récréation, et qu'un plus grand vient te piquer ton quatre-heures, tu es obligé de le lui donner, si tu ne veux pas prendre des coups. La Suisse et les Etats-Unis, c'est pareil, sauf qu'en plus, on doit dire merci.» La comparaison vient du Neuchâtelois Damien Cottier, chef du groupe PLR aux Chambres, lorsqu'on lui demande ce qu'il pense de la déclaration d'intention signée entre Berne et Washington, qui vise à réduire de 39 à 15% les droits de douane américains sur les exportations suisses. Le soulagement, assez timide dès le début, n'aura pas duré longtemps. Trois semaines après le retour de Washington du conseiller Fédéral Guy Parmelin, tout le monde déplore une forme de racket, de loi du plus fort subie par la Suisse, et qui fait mal.

Qui a peur de la Suisse?

A gauche, où la simple évocation du personnage de Donald Trump provoque des aigreurs d'estomac, les réactions sont les plus virulentes. La photo de richissimes chefs d'entreprises suisses dans le Bureau ovale reste manifestement en travers de la gorge. Pour Samuel Bendahan (PS/VD), «la méthode

est inacceptable. On ne peut pas laisser des patrons négocier. Et on ne peut pas accepter la façon de faire de Donald Trump, qui fait fi des règles de droit international.» A droite, on est plus flegmatique: «C'est un apprentissage pénible pour certains de se rendre compte qu'on peut parfois être petit sur la scène internationale», explique Laurent Wehrli (PLR/VD). Beaucoup de collègues et de gens n'ont pas compris que le monde a changé.»

Qu'est-ce qui a vraiment été promis dans le Bureau ovale? Est-ce que les compensations seront uniquement d'ordre économique ou aussi politique?

Mais au-delà de la blessure d'orgueil et du constat que la Suisse «politiquement ne fait pas peur» comme l'a dit Karin Keller-Sutter devant les lecteurs du *Temps*, reste la question des bénéfices de cette déclaration d'intention sur l'emploi et sur l'économie. Ne faut-il pas se féliciter de cette baisse des droits de douane, même s'il a fallu utiliser des méthodes moins conventionnelles pour y parvenir? Ne joue-t-on pas les enfants gâtés, incapables de se réjouir d'avoir ramené ces taxes au même niveau que nos voisins européens? «Bien sûr qu'il faut tout faire pour sauver des emplois, se défend le conseiller aux Etats Baptiste Hurni (PS/NE), mais à quel prix? C'est une capitulation, et je ne supporte pas l'idée que l'on s'auto-congratule pour ça.»

L'autocongratulation, c'est une pique à l'encontre de l'UDC, qui a très rapidement salué le succès de son conseiller

fédéral. Aujourd'hui, la joie est plus mesurée: «Je ne peux pas me satisfaire de taxes à 15%, mais je salue la baisse obtenue par le Conseil fédéral», nuance Céline Amaudruz, vice-présidente du parti. «En plus, il n'y a pas de reprise du droit et les 200 milliards sont des investissements privés. Après, il s'agit d'un accord de libre-échange et on verra à la fin si on le veut ou pas.»

Pour quelques poulets au chlore

Autrement dit, le parlement décidera si des droits de douane à 15% valent bien quelques poulets au chlore, importations bovines ou autres pick-up sur nos routes. Et certains élus de rappeler que tous les secteurs et toutes les régions du pays ne sont pas touchés de la même manière; sous-entendu, certains à Berne pourraient se sentir un peu moins concernés que la Suisse romande. Alors est-ce que le jeu en vaut vraiment la chandelle? La question exaspère certains à gauche, dont la priorité est de sauver des emplois: «Tout le monde est énervé contre Donald Trump, se sent humilié... Mais on n'est pas pire que les autres! C'est un rapport de force, il faut être réaliste et arrêter de dire que Trump est le méchant. On n'est pas là pour faire de la morale, mais une pesée d'intérêt. On était à 39, on est à 15. C'est acceptable.»

L'incertitude et les nombreuses questions liées à cette déclaration d'intention pèsent clairement sur les élus. Qu'est-ce qui a vraiment été promis dans le Bureau ovale? Est-ce que les compensations seront uniquement d'ordre économique ou aussi politique? Peut-on se fier à la parole du président américain? Les commissions concernées empoigneront bientôt la question. Le Conseil fédéral devrait présenter ce vendredi le mandat de négociation en vue d'un accord rapide avec Washington. Qui, dans l'idéal, pourrait être signé avec le président américain en janvier prochain, à Davos. Dans l'idéal. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, dans ce dossier plus que dans aucun autre. ■